

Ministre de l'Industrie



Minister of Industry

NOTES D'ALLOCATION

**L'HONORABLE MAXIME BERNIER
MINISTRE DE L'INDUSTRIE**

**CHAMBRE DE COMMERCE DU
MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN**

**MONTRÉAL (QUÉBEC)
LE 14 NOVEMBRE 2006**

LA VERSION PRONONCÉE FAIT FOI

Canada 

Madame Isabelle Hudon, présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain,

Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

Il me fait très plaisir d'être avec vous ce midi. C'est pour moi une première occasion de m'adresser à cette prestigieuse tribune en tant que ministre de l'Industrie du Canada.

Lorsque je prends la parole, c'est habituellement pour parler des efforts de notre gouvernement pour améliorer la compétitivité de notre économie.

Les entreprises montréalaises sont la figure de proue de la nouvelle économie canadienne et l'avant-poste mondial du savoir-faire québécois.

Montréal s'est imposée comme un centre international dans des domaines aussi stratégiques que l'aérospatiale, les télécommunications, le multimédia ou le biopharmaceutique.

Notre gouvernement a à cœur la réussite de Montréal et du Québec. L'entente conclue il y a 10 jours entre notre gouvernement et le gouvernement du Québec pour le parachèvement de l'autoroute 30 en est une autre illustration.

Et comme l'a dit le premier ministre Harper : « Cette fois-ci, c'est la bonne ».

Aujourd'hui, je vais déborder de mes sujets habituels. Je vais vous entretenir d'un sujet qui est parallèle à notre action économique, mais qui est directement lié à notre prospérité à long terme et à notre qualité de vie.

Je vais vous parler d'environnement.

Comme ministre de l'Industrie, je m'assois chaque semaine avec des représentants de différents secteurs industriels, aux côtés de mes collègues du Cabinet qui travaillent activement au dossier :

- la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose;
- le ministre des Ressources naturelles, Gary Lunn;
- et le ministre des Transports, de l'Infrastructures et des Collectivités, Lawrence Cannon.

Nous leur livrons à tous le même message : l'ère des cibles volontaires est terminée; vous devrez vous conformer à des objectifs de réduction des gaz à effet de serre à court, moyen et long termes, sous peine de pénalités financières.

Je fais le travail qui aurait dû être fait il y a 10 ans. Ce travail essentiel qui aurait permis au Canada de s'engager de manière éclairée et rigoureuse devant la communauté internationale à Kyoto.

Je suis un père de famille, et je veux que mes filles grandissent dans un environnement plus propre, plus sain.

Je suis ministre du gouvernement canadien et je veux que mon pays fasse mieux.

Notre gouvernement met fin aux belles paroles en matière d'environnement. Les belles paroles ne sèment que des illusions et ne réduisent en rien les émissions.

Le nouveau gouvernement du Canada a un autre style. Nous avons décidé d'engager le pays sur la voie des gestes concrets pour lutter contre les gaz à effet de serre.

C'est un gouvernement conservateur, en l'occurrence le gouvernement de Brian Mulroney, qui a été reconnu comme le gouvernement le plus vert de l'histoire canadienne.

Nous allons nous inscrire dans cette tradition.

Notre gouvernement a été l'objet de désinformation sur toute la question environnementale. Cette désinformation est notamment nourrie par la course au leadership chez nos adversaires du Parti libéral du Canada. Elle nuit à une discussion raisonnable sur des enjeux complexes.

À l'heure où nous nous parlons, ma collègue la ministre de l'Environnement préside la 12^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, au Kenya.

Pendant qu'on discute là-bas des suites à donner à Kyoto, je voudrais, ici, remettre les pendules à l'heure sur certaines questions.

Aujourd'hui, je veux déboulonner trois mythes qui se sont incrustés au cours des derniers mois.

Premier mythe : le Canada s'est retiré du Protocole de Kyoto.

C'est faux.

- Le Canada a signé le Protocole. Nous sommes d'ailleurs parmi les pays, minoritaires, qui acquittent chaque année leur contribution au Secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.
- Nous assumons la présidence à la table des pays signataires du Protocole, qui soit dit en passant ne sont responsables que de 30 pour cent des émissions globales de gaz à effet de serre.
- Nous travaillons aussi à sensibiliser les pays non-signataires du Protocole de Kyoto, qui sont responsables de 70 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre.
- Ce faisant, nous participons activement à la concertation internationale contre les changements climatiques.

Toutefois, dès le lendemain de notre élection, nous avons dit aux Canadiennes et aux Canadiens et à nos partenaires internationaux que les engagements pris par le gouvernement précédent à Kyoto étaient inatteignables.

Nous sommes le même gouvernement partout : nous disons la vérité.

Cela m'amène au deuxième mythe, celui qui dit que le Canada peut atteindre les objectifs de Kyoto.

Je le redis : c'est impossible.

À Kyoto, en décembre 1997, le gouvernement précédent s'est engagé à ramener les émissions canadiennes de GES à un niveau de 6 pour cent inférieur à celui de 1990 dans l'intervalle 2008-2012. Or, ces émissions sont aujourd'hui de 27 pour cent supérieures au niveau de 1990.

Cet engagement ne reposait sur aucune évaluation scientifique et sur aucune consultation digne de ce nom avec l'industrie. Le gouvernement de l'époque, permettez-moi l'expression, y est allé au pif.

D'ailleurs, la commissaire à l'environnement et au développement durable au Bureau du vérificateur général du Canada, madame Johanne Gélinas, a publié dernièrement un rapport démontrant le manque total de préparation et de rigueur des gouvernements libéraux face aux objectifs de Kyoto.

La plupart des pays signataires avaient fait leurs devoirs, mais pas le Canada. Plusieurs pays ont annoncé en décembre 1997 à Kyoto que leurs émissions de GES allaient augmenter. Ils se sont engagés à freiner la croissance de leurs émissions.

L'Australie, par exemple, s'est engagée à une croissance de 8 pour cent. L'Islande, à une augmentation de 10 pour cent de ses GES.

Il était parfaitement prévisible que les émissions canadiennes de GES allaient augmenter. Ne serait-ce qu'à cause du pétrole. Nous avons des ressources parmi les plus abondantes du monde. Le reste de la planète en dépend pour sa sécurité énergétique.

Nous vivons dans un monde qui a soif de pétrole. On ne peut pas fermer le robinet.

Ceux qui nous font aujourd'hui la leçon sur Kyoto ont joué la réputation du Canada sur un coup de dés. Et ils ont perdu.

Je vais aller plus loin.

En décembre 2005, ici à Montréal, s'est tenue la 11^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques.

Nous étions en pleine campagne électorale.

Le gouvernement sortant et son ministre de l'Environnement, aujourd'hui candidat à la direction du Parti libéral du Canada, ont littéralement berné la communauté internationale.

Ils avaient en main un rapport encore chaud d'Environnement Canada qui disait noir sur blanc que les cibles sur lesquelles le Canada s'était engagé à Kyoto étaient inatteignables.

En soutenant que le Canada pouvait atteindre ses objectifs, ils ont versé dans la fumisterie.

Ils ont compromis la réputation à long terme du Canada pour des bénéfices électoraux à court terme.

Voilà la vraie histoire.

Pendant que se jouait cette comédie, d'autres faisaient des progrès dans la mise en œuvre de mesures concrètes.

Je tiens à féliciter le gouvernement du Québec pour sa stratégie sur les changements climatiques. J'estime qu'elle est une inspiration pour les autres provinces.

Je dis bravo au Québec.

J'en viens au troisième mythe que je veux démolir aujourd'hui; celui voulant que l'inaction dans le domaine des changements climatiques se poursuive encore.

Ce n'est pas le cas.

Le nouveau gouvernement du Canada reconnaît comme une évidence que les changements climatiques sont l'un des grands défis qui confrontent l'humanité.

Et nous agissons de manière responsable pour que le Canada s'engage véritablement dans cette lutte.

- Dès notre premier budget, nous avons consacré 1,3 milliard de dollars pour développer les transports en commun.
- Nous avons instauré des incitatifs fiscaux pour encourager les citoyens à utiliser les transports en commun et à laisser l'auto à la maison.
- Nous avons établi une marche à suivre pour que les carburants comportent 5 pour cent de contenu renouvelable aussi tôt qu'en 2010.

En octobre dernier, nous avons présenté la *Loi sur l'air pur* qui établit notre orientation pour les prochaines années.

Cette loi ratifie plus large que le Protocole de Kyoto. Le Protocole de Kyoto s'attaque uniquement aux gaz à effet de serre. Nous le faisons aussi.

Mais nous intégrons, dans la liste des substances qui seront contrôlées, plusieurs autres polluants atmosphériques qui nuisent à notre santé.

Cette approche nous a d'ailleurs valu les félicitations de l'Association médicale canadienne.

Dans la foulée de cette loi, nous allons réglementer tous les secteurs industriels responsables des émissions polluantes. Notamment :

- L'industrie pétrolière, oui, l'industrie pétrolière;

- L'industrie automobile;
- L'industrie des pâtes et papiers;
- L'industrie chimique.

Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, chaque industrie sera soumise à des cibles obligatoires à court, moyen et long termes.

Lorsque ces cibles ne seront pas atteintes, des pénalités seront imposées. Le produit de ces pénalités sera versé dans un fonds pour l'environnement.

Nos consultations vont bon train. Nous ferons connaître les cibles propres à chaque secteur industriel d'ici au début de l'an prochain. C'est une question de semaines.

Pour l'industrie automobile, par exemple, il est déjà établi qu'elle doit réduire ses émissions polluantes de 5,3 mégatonnes d'ici 2010. Cette cible deviendra obligatoire.

L'objectif atteint représente l'équivalent d'un million de voitures de moins sur nos routes.

Pour l'industrie des motocyclettes, je suis fier d'annoncer qu'à compter du 1^{er} décembre de cette année, dans moins de 15 jours, tout nouveau modèle de motocyclette routière vendu au Canada devra se conformer à de nouvelles normes rigoureuses qui limitent les émissions polluantes.

En effet, notre gouvernement va modifier les lois canadiennes et obliger les fabricants de ce type de véhicule à en réduire les émissions de polluants qui contribuent au smog, notamment les oxydes d'azote et les hydrocarbures, respectivement de 59 et de 45 pour cent, d'ici à 2020.

C'est du jamais vu. Et ce n'est qu'un début.

Jamais un gouvernement canadien ne sera allé aussi loin dans la lutte pour contrer les GES et le smog.

Notre gouvernement est celui qui aura fait le passage entre les paroles creuses et les gestes concrets.

La lutte aux changements climatiques nécessite un effort collectif. Et pour favoriser cet effort, nous lançons un nouvel outil : le Calculateur d'émissions liées au transport urbain. Cette application Internet est accessible depuis quelques jours à partir du site de Transport Canada (www.tc.gc.ca/UTEC). Elle fournira aux municipalités un moyen de calculer avec précision les émissions polluantes pour mieux les réduire.

C'est aussi un outil de conscientisation pour les entreprises, les écoles et les citoyens sur l'impact environnemental de nos choix en matière de transport.

Depuis notre élection, notre gouvernement s'est fait un devoir de dire la vérité aux Canadiens.

Nous disons les choses comme elles sont. Pour nous, la franchise et la transparence sont des principes de gouvernance.

Nous agissons de la même manière en matière de lutte aux gaz à effet de serre.

Plutôt que d'entretenir des mythes, nous agissons fermement et concrètement.

Sous notre leadership, le Canada fera mieux. Nous réduirons nos émissions polluantes et nous améliorerons la santé de la population canadienne.

Merci de votre attention.